

**DE :** Kim, Sabrina  
**DATE :** Lundi 13 avril 2020, 14 h 36  
**À :** PMO.F Senior Staff / personnel supérieur F.CPM  
**Cc :** Khalil, Samantha; Belliveau, Sébastien; Holland, Alyx; Cormier, Dominic; Lalli, Sangeeta  
**OBJET :** Annonce de TransLink demain concernant de futures réductions de capacité et mises à pied temporaires

Bonjour,

En raison de pertes de revenus importantes, TransLink amorcera demain des discussions avec les syndicats au sujet d'éventuelles compressions de services et mises à pied qui pourraient se produire au cours des quatre à six prochaines semaines. Le caucus sait que cela pourrait survenir.

TransLink déclare perdre 75 millions de dollars par mois (en raison de la baisse des tarifs et des recettes provenant de la taxe sur l'essence) et avoir déjà réduit sa capacité de transport de 70 à 80 %. Les discussions qui auront lieu demain avec les syndicats porteront sur d'éventuelles compressions de services et mises à pied qui réduiraient la capacité d'exploitation de l'entreprise de 90 % par rapport à ce qu'elle était avant la pandémie de COVID-19. Si cela se produisait, Vancouver serait la première grande ville du Canada à interrompre presque entièrement les services de transport en commun en raison de contraintes financières liées à la COVID-19 (Windsor a entièrement suspendu ses services la semaine dernière et a temporairement mis à pied 130 travailleurs).

En termes clairs : personne n'a encore été mis à pied. Les compressions prendraient de quatre à six semaines avant d'être pleinement réalisées, et les discussions se poursuivent au sujet des mesures de soutien possibles.

TransLink affirme toutefois qu'elle n'a entendu parler d'aucune aide financière de la part de la Colombie-Britannique ou du gouvernement fédéral (INFC). Bien qu'INFC collabore avec TransLink et d'autres sociétés de transport au Canada, il n'appartient pas au gouvernement fédéral de couvrir les coûts de fonctionnement des sociétés de transport en commun, et il n'y a aucun mécanisme en place pour le faire à l'heure actuelle. Toute aide éventuelle, le cas échéant, devrait être considérée dans le contexte d'une aide au niveau municipal.

Par conséquent, pour le moment, INFC encourage TransLink à continuer de collaborer avec d'autres ordres de gouvernement. Parallèlement, INFC et FIN explorent les options fédérales possibles. Une option pourrait consister à imposer en amont un complément de la taxe sur l'essence, accompagné d'une modification au niveau des conditions régissant la taxe sur l'essence afin que les fonds puissent être utilisés pour couvrir les coûts de fonctionnement.

Merci,

Sabrina

Sabrina Kim  
Issues Advisor / Conseillère en enjeux  
Office of the Prime Minister / Cabinet du premier ministre  
613-795-7803